

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, des consultations de ce genre ont lieu tous les ans; elles ne tombent pas particulièrement sous la responsabilité du ministère que je dirige, mais je sais tout de même qu'elles ont lieu. Les seules que nous ayons entreprises nous-mêmes, c'est-à-dire par l'entremise des gens qui nous proposent des projets, l'ont été en rapport avec le programme "Perspectives-Jeunesse".

[Traduction]

M. MacDonald: Comme le ministre a signalé plus tôt qu'environ 20,000 projets ont été soumis dans le cadre de Perspectives-Jeunesse, mais qu'un nombre minime seulement seront acceptés, prend-on actuellement quelque mesure pour consulter d'autres organismes qui pourraient peut-être donner suite à certains de ces projets des plus valables?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Oui, monsieur le président.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—ON AURAIT AFFECTÉ DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AUX PROJETS DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Ayant eu hier la confirmation du ministre des Affaires municipales du Québec qu'on avait accordé 5 millions de dollars de plus aux projets d'initiatives locales dans cette province, le très honorable premier ministre pourrait-il élaborer davantage sur la réponse qu'il me donnait vendredi dernier?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je ne sais pas de quelle confirmation le député parle. Il a eu une communication dont je ne suis peut-être pas au courant, mais s'il veut me donner avis de sa question, je l'étudierai davantage.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LES MISES À PIED D'EMPLOYÉS CIVILS—LA QUESTION DE LEUR RENGAGEMENT

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Elle porte spécialement sur les 50 employés civils qui seront congédiés le 30 mars à la Base des Forces canadiennes de Chatham et de centaines d'autres aux bases de la Défense nationale au Canada qui seront mis à pied à la même date parce que, selon toute évidence, le ministère manque d'argent. J'aimerais savoir si le ministre peut nous assurer que ces gens pourront se faire rengager le 1^{er} avril ou peu de temps après. J'aurais adressé ma question au ministre de la Défense nationale, mais je ne me rappelle plus sa physionomie car il y a si longtemps que je l'ai vu ici.

• (1450)

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, il aurait été utile et conforme à la

procédure de poser cette question au ministre de la Défense nationale. Je la porterai à son attention.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PIPE-LINE DU MACKENZIE—L'ÉTUDE ÉCOLOGIQUE AVANT L'OCTROI DE PERMIS

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à celle qui a été posée plus tôt au sujet du pipe-line dans le Nord canadien. Comme l'Office national de l'énergie n'est pas particulièrement responsable d'étudier les répercussions sociales ou sur l'environnement qu'entraînerait l'aménagement d'un tel pipe-line ou de la tenue d'audiences publiques, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a-t-il l'intention de donner de nouvelles directives ou du moins des éclaircissements à cet Office pour prendre de tels facteurs en toute considération avant de songer à délivrer ces permis?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je dois faire observer au député qu'il n'interprète pas bien la loi. C'est là un des intérêts publics en général dont l'Office doit tenir compte. Cet Office recevra certainement d'autres critères pour les audiences qui, je l'ai dit plus tôt, ne commenceront qu'après 1972.

M. Anderson: Je conviens, comme le ministre, qu'il s'agit d'intérêts généraux, mais je parlais de responsabilité précise. Puis-je demander au ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien si, du fait que l'Office national de l'énergie n'a pas de responsabilité précise dans ce domaine pour tenir de telles audiences, son ministère ou lui-même, émettra des instructions portant sur la tenue de ces audiences?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, en vertu de la loi sur l'administration des terres dans les Territoires du Nord-Ouest, nous avons l'autorité de tenir des audiences publiques et, si nécessaire, nous en tiendrons. Toutefois, nous serons en constante communication avec le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

* * *

LES GRAINS

LE RÉTABLISSEMENT DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ—LES POURPARLERS AVEC LE PRÉSIDENT NIXON AU COURS DE SA VISITE

[Traduction]

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Lors des entretiens qu'il aura avec le président Nixon au cours de sa visite au Canada en avril prochain, le premier ministre placera-t-il en tête de l'ordre du jour la suggestion que les États-Unis collaborent entièrement avec le Canada et d'autres pays au rétablissement de l'accord international sur le blé qu'on a laissé tomber en 1967?